

et secondée par M. Gauthier (*Portneuf*). Nous devons prendre position en cette affaire et interdire à ceux qui se font sympathisants communistes d'utiliser notre Comité à leurs propres fins plutôt qu'aux nôtres.

Le PRÉSIDENT: Ceux qui sont en faveur de la résolution, levez la main?

La résolution est adoptée.

Maintenant, passons à l'article suivant de notre programme. Il serait peut-être bon de demander à M. Wilgress de faire sa déclaration sans interruption, après quoi nous pourrions l'interroger.

M. BATER: Monsieur le président, maintenant que la résolution adoptée a tranché la question de savoir si ces gens seraient entendus, le Comité ne pourrait-il pas discuter du genre de réponse que vous leur ferez?

Le PRÉSIDENT: Nous y reviendrons à la prochaine séance. Nous désirons à présent entendre M. Wilgress.

M. Dana Wilgress, sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, est appelé:

Le TÉMOIN: Monsieur le président, avant de faire mon exposé préliminaire, je désirerais, avec votre permission, traiter de deux questions que M. Pearson a soulevées à la dernière réunion du Comité, jeudi dernier. Vous vous rappellerez, monsieur le président, que M. Pearson a dit qu'il ferait préparer une déclaration sur le rapport qui existe entre le ministère et le Service international de Radio-Canada. Cette déclaration est actuellement en voie de préparation et j'espère que nous pourrions la présenter au Comité au cours de cette semaine.

Ensuite, au cours de la réunion de jeudi dernier, M. Pearson a répondu à plusieurs de vos questions relatives aux pays qui ont envoyé des troupes en Corée; malheureusement, il a dû partir avant d'avoir pu donner toutes les précisions voulues, et il m'a demandé de le faire à sa place.

Nos renseignements sont fournis par les Nations Unies; nous vous donnons donc la liste que cet organisme nous a communiquée des pays dont l'offre d'armée de terre pour utilisation en Corée a été acceptée. J'ai demandé que cette liste soit vérifiée au bureau central des Nations Unies, de sorte que s'il y a des changements je vous les ferai connaître.

Ces pays sont: l'Australie, la Belgique, le Canada, la Colombie, Cuba, l'Éthiopie, la France, la Grèce, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la Thaïlande, la Turquie, le Royaume-Uni, les États-Unis d'Amérique.

Vous noterez, monsieur Low, qu'en réponse à votre question précise, les pays de l'Amérique latine dont l'offre d'armée de terre a été acceptée sont Cuba et la Colombie.

Si vous le permettez, monsieur le président, je vais maintenant présenter mon exposé en guise d'introduction...

M. CROLL: Dois-je comprendre que ces pays ont réellement envoyé des troupes en Corée?

Le TÉMOIN: Ce sont les pays dont les offres de troupes terrestres ont été acceptées.

M. CROLL: Ces troupes sont-elles en Corée?

Le TÉMOIN: D'après nos renseignements, elles le sont. Mais comme je l'ai dit, monsieur Croll, il se peut que notre liste ne soit pas à jour et nous nous occupons de la vérifier aux Nations Unies.

Nous venons justement de recevoir un message à l'effet que notre liste est à jour; on peut donc dire que cette liste énumère les pays qui ont actuellement des troupes en Corée.